



Recueil de recherches sur les infrastructures scolaires des Premières Nations

Cette fiche d'information présente un aperçu des principales conclusions de deux rapports d'évaluation : « *Évaluation des besoins en matière d'immobilisations, de fonctionnement et d'entretien des infrastructures scolaires des Premières Nations* » et « *Évaluation des besoins en matière de transport scolaire des Premières Nations* », mis à jour en 2026. Ces évaluations fournissent une analyse approfondie et détaillée qui justifie la nécessité de combler l'écart en matière d'infrastructures scolaires des Premières Nations.

1 Besoins en immobilisations dans les infrastructures scolaires des Premières Nations

- Le rapport « *Évaluation des besoins en matière d'immobilisations, de fonctionnement et d'entretien des infrastructures scolaires des Premières Nations – 2026* » recense les besoins en immobilisations de 395 écoles des Premières Nations et de 1 222 logements d'enseignants dans tout le Canada sur une période de planification de 20 ans.
- L'évaluation compare les normes canadiennes applicables aux écoles des Premières Nations aux données recueillies par le gouvernement, notamment les informations sur le personnel et le nombres d'élèves, la localisation géographique, les niveaux scolaires couverts, l'indice de l'état général (IEG), les notes attribuées au fonctionnement et à l'entretien (F et E), ainsi que les dates d'inspection.
- Le rapport démontre que **19,03 milliards** de dollars de financement en immobilisations seront nécessaires au cours des 20 prochaines années pour mettre les écoles existantes des Premières Nations et les logements d'enseignants en conformité avec les normes canadiennes, notamment :
 - **16,8 milliards** de dollars de financement en immobilisations concernant les écoles.
 - **2,2 milliards** de dollars de financement en immobilisations concernant les logements des enseignants.
- Plus de la moitié des écoles des Premières Nations sont jugées inadéquates selon les normes canadiennes; 227 écoles des Premières Nations sont considérées comme surpeuplées et 77 doivent être remplacées immédiatement.
 - Ces chiffres constituent une augmentation par rapport à 2021, année où 202 écoles étaient jugées surpeuplées et 56 devaient être remplacées de toute urgence.
- Le Canada n'a alloué aucun financement pour les investissements en immobilisations scolaires des Premières Nations depuis 2024. Le budget fédéral de 2024 avait alloué 545,1 millions de dollars pour des investissements en immobilisations scolaires des Premières Nations, ce qui n'avait permis de financer que 23 projets d'investissement.

227

écoles sont
surpeuplées;



77 écoles doivent
être remplacées
de toute urgence;

\$7.1

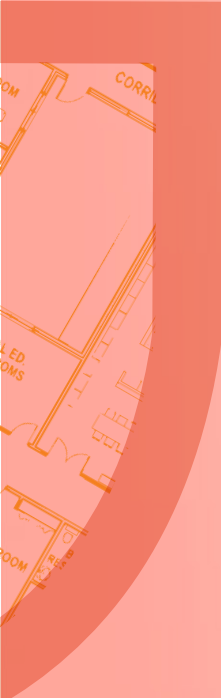
milliards de dollars
sur 5 ans.



Besoins de financement : dans le cadre de ce montant global, les Premières Nations auront besoin de 7,1 milliards de dollars de financement en immobilisations au cours des cinq prochaines années pour planifier, construire ou agrandir les écoles et les logements des enseignants dans les réserves.



2 Besoins en matière de fonctionnement et d'entretien (F et E) des infrastructures scolaires des Premières Nations



- Le rapport « *Évaluation des besoins en matière de fonctionnement et d'entretien des infrastructures scolaires des Premières Nations* » détaille le financement annuel total nécessaire pour le fonctionnement et l'entretien de 395 écoles des Premières Nations et de 1 222 logements d'enseignants dans tout le Canada sur une période de planification de 20 ans.
- La méthodologie inclut les coûts unitaires de divers éléments de fonctionnement et d'entretien, tels que les réparations et l'entretien, l'entretien préventif, l'entretien général des installations, le chauffage, l'électricité et les assurances.
- Ces coûts unitaires ont été recoupés avec les plans des établissements et les dépenses réelles des écoles des Premières Nations afin de mettre au point un outil de calcul des coûts de fonctionnement et d'entretien pour les établissements scolaires des Premières Nations.
- Le rapport montre que les besoins annuels actuels en matière de fonctionnement et d'entretien des écoles des Premières Nations dans tout le Canada s'élèvent à **550,2 millions de dollars**. Ce montant comprend :
 - une estimation de **418,6 millions de dollars** pour les écoles;
 - une estimation de **131,7 millions de dollars** pour les logements des enseignants.
- L'insuffisance des aides au fonctionnement et à l'entretien entraîne une détérioration plus rapide des infrastructures, les empêchant d'atteindre leur durée de vie maximale. Par conséquent, les Premières Nations doivent souvent assumer des dépenses imprévues en matière d'immobilisations.
- Un entretien insuffisant peut également entraîner des risques pour la santé et la sécurité, compromettant ainsi la capacité des Premières Nations à offrir à leur personnel et à leurs élèves des milieux scolaires et des logements d'enseignants sûrs et sains.

Besoins de financement : au cours des cinq prochaines années, les Premières Nations auront besoin de 2,2 milliards de dollars pour assurer le fonctionnement et l'entretien des écoles et des logements d'enseignants existants dans les réserves.



3 Transport scolaire des Premières Nations

- Le rapport « *Évaluation des besoins en matière de transport scolaire des Premières Nations* » de l'APN, mis à jour en 2026, expose les coûts liés à la fourniture de services de transport scolaire, met en évidence les principales différences opérationnelles entre les Premières Nations et les autorités scolaires provinciales, et propose un modèle de coûts adapté aux besoins et aux réalités propres aux Premières Nations dans tout le Canada.
- Dans l'ensemble, les Premières Nations doivent faire face à des coûts de transport plus élevés que les autorités provinciales en raison de la faible densité de population, de longs trajets en autobus, du faible nombre d'élèves, de la géographie des zones scolaires, de la mauvaise qualité des routes, ainsi que de l'ampleur et de la logistique des opérations de transport.
- En raison de la mauvaise qualité des routes et du manque d'entretien régulier, la durée de vie des autobus scolaires des Premières Nations est deux fois plus courte que celle des autobus des autorités provinciales.
- La mise en place de formules de financement comparables à celles des provinces n'a guère permis de combler ces écarts. Par exemple, **un déficit de financement de 67 %** subsistait pour le transport scolaire des Premières Nations en Alberta après l'introduction d'un financement comparable à celui des provinces.
- De nombreuses Premières Nations comptent sur des programmes fondés sur des propositions pour combler les déficits de financement dans le domaine du transport scolaire. Cependant, les modifications apportées au principe de Jordan en février 2025 ont eu pour conséquence que les Premières Nations ne reçoivent plus les fonds dont elles ont besoin pour assurer le transport de leurs élèves.
- Le rapport comprend un outil de calcul que les Premières Nations peuvent utiliser pour estimer leurs propres coûts de transport en fonction de leur situation particulière.



**110 000 à
142 000**

dollars par autobus pour les
Premières Nations disposant
d'un accès routier;



**jusqu'à
250 000**

dollars par
autobus pour
les Premières
Nations sans
accès routier.

Besoins de financement : au cours des cinq prochaines années, les Premières Nations auront besoin de 1,52 milliard de dollars pour remplacer leurs autobus scolaires vieillissants.